

Notre premier acte démocratique, la mobilisation citoyenne, par Patrick Salez

Il fut un temps où prospéraient les mouvements anti-guerre et antinucléaires.

1980 : 100.000 manifestants investissent le Baie des Trépassés, réclamant l'abandon du projet de centrale nucléaire de Plogoff ;

1982 : un million de manifestants envahissent Central Park et Manhattan pour exiger un désarmement nucléaire ;

2003 : plus d'1 million de manifestants défilent à Londres contre l'invasion de l'Irak.

Aujourd'hui, les conflits se multiplient, l'arsenal nucléaire s'amplifie, les drones tueurs sillonnent des portions croissantes du ciel. Et les rues restent quasi-vides.

Il fut un temps plus récent où pullulaient les marches pour le climat. 2019 : les journées internationales de grève mettent dans la rue plus de 4 millions de jeunes, dopés à l'énergie de Greta Thunberg.

Aujourd'hui, l'absence d'impact politique de leur action et la concurrence croissante d'autres causes de lutte ont démobilisé les marcheurs. 2025 : les manifestations pour la fin des énergies fossiles ne rassemblent que 50.000 personnes en Allemagne et 25.000 à New-York.

Pourtant la géopolitique n'a plus rien d'une diplomatie lointaine, elle s'inscrit au coeur de notre quotidien et y distille ses peurs : guerres hybrides qui se rapprochent ; retour des impérialismes ; pénuries de la dépendance aux chaînes mondiales d'approvisionnement en aliments et en énergie ; soubresauts dévastateurs du climat ; infaillible progression de l'hydre numérique, de la robotisation et de l'IA, venues de Chine et des Etats-Unis, porteuses de régression cognitive et d'asservissement de nos consciences.

Une forme de contestation persiste, celle des réseaux sociaux. La férocité du commentaire virtuel remplace l'indignation du poing levé. Les pétitions font leur office : 2,1 millions de signatures contre le loi Duplomb.

Sur la toile, chacun se sent libre de critiquer, d'invectiver, laissant les terrains d'affrontement à bonne distance de sécurité, se soustrayant à l'interdiction préfectorale et à la répression policière.

Mais une menace, plus que toute autre, est à nos portes. Celle d'une puissante extrême droite, triplement affermie : par ses relais tentaculaires mondiaux ; par sa percée dans les 3 plus grands pays européens (au delà de l'UE), Allemagne, Royaume-Uni et France ; par l'irresponsable clémence gouvernementale et médiatique à son endroit. Il faut certes mobiliser sur les réseaux sociaux, contenus humanistes et progressistes contre propagateurs de haine et de xénophobie. Mais il y a surtout urgence à organiser, dans la rue, un immense rassemblement populaire contre le RN.

En souhaitant que le tribunal administratif, si soucieux des débordements, lui prête vie.